

Réunion du Réseau P4C

Transformation du secteur alimentaire vers un avenir sûr, résilient et durable

26 et 27 juin 2024, Nairobi, Kenya

Soumission d'un mémorandum indépendant du réseau P4C pour l'agenda post-Malabo du CAADP

1. Contexte du réseau P4C

La réunion du réseau Partners for Change (P4C) s'est déroulée sur deux jours en juin 2024 à Nairobi, au Kenya, réunissant environ 200 partenaires de divers groupes d'intervenants. Parmi les participants figuraient des représentants de gouvernements, du secteur privé, de la société civile, d'organisations agricoles, de titulaires de droits, les institutions universitaires et de la recherche, d'organisations internationales et de la coopération au développement, représentant plus de 30 pays, principalement de l'Afrique. Cette année, l'un des objectifs de la réunion du réseau P4C était de réfléchir sur l'état de la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo et d'élaborer des recommandations pour alimenter le processus de consultation post-Malabo de l'Union Africaine. Les discussions et les conclusions se fondent sur les expériences de mise en œuvre conjointe de la Coopération Allemande au Développement et de ses partenaires depuis 2014, en accord avec la décennie de mise en œuvre de l'Agenda de Malabo.

2. Synthèse

L'objectif de ce mémorandum est de mettre en évidence les défis et les approches de solutions pour la réalisation des principes et des engagements du PDDAA, tels qu'ils ont été observés par le réseau P4C. Au travers de huit ateliers de transformation thématiques, de sessions plénières et d'une collecte interactive d'idées, des recommandations thématiques et générales ont été compilées (voir chapitres 3 et 4). Les recommandations thématiques contribuent à la plupart des thèmes du groupe de travail technique.

En outre, les membres du réseau P4C ont classé les quatre facteurs de succès suivants comme étant les plus importants pour une meilleure mise en œuvre de l'Agenda post-Malabo. (*Le pourcentage de participants ayant classé le facteur élevé est indiqué entre parenthèses selon les différents groupes linguistiques*) :

1. L'intégration de toutes les parties prenantes concernées dans les processus de planification et de mise en œuvre pour l'appropriation (61% EN / 10% FR)
2. Veiller à ce que les plans nationaux d'investissement dans l'agriculture (PNIA) soient pleinement intégrés dans des plans de développement nationaux plus larges afin de promouvoir l'alignement (53% EN / 10% FR)

3. Renforcer les capacités des institutions locales (49% EN / 17% FR)
4. Renforcer la coordination interministérielle pour garantir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques cohérentes et homogènes (37 % EN / 14 % FR).

D'autres facteurs ont été pris en compte :

- Le fonctionnement du mécanisme de coordination avec le secteur privé.
- L'affectation de crédits budgétaires à la mise en œuvre du PNIA afin de garantir la disponibilité et l'utilisation efficace des ressources financières.
- Une intégration régionale réussie au sein des communautés économiques régionales (CER) afin de renforcer la coopération et d'harmoniser les politiques et les initiatives agricoles au-delà des frontières.
- Un alignement et une coordination avec les pays partenaires pour garantir une mise en œuvre efficace et relever les défis transfrontaliers.
- L'implication des communautés locales dans les processus de prise de décision.
- La collecte de données et de rapports pour renforcer les politiques fondées sur des preuves et la transparence et de redevabilité. La garantie d'une gouvernance transparente grâce à des processus décisionnels clairs et à une gestion transparente des ressources et des opérations.

Le réseau P4C a identifié les lacunes suivantes dans l'Agenda de Malabo, qui devraient être comblées lors de la formulation et de la mise en œuvre de l'Agenda post-Malabo :

- Gouvernance
- Implication du secteur privé
- Droits fonciers
- Responsabilité
- Recherche politique fondée sur des données probantes
- Agriculture intelligente face au climat.

En outre, le réseau «Partners for Change» a mis en évidence les mécanismes suivants pour favoriser une meilleure mise en œuvre au niveau national :

- Responsabilité
- Transparence
- Coordination multisectorielle
- Politiques et gouvernance solides
- Inclusivité

3. Recommandations issues des huit thèmes de la transformation

Dans le cadre de huit ateliers multipartites sur la transformation et d'une collecte interactive d'idées, le réseau P4C a discuté de questions clés relatives à la transformation des systèmes agroalimentaires. À titre de référence, les thèmes techniques correspondants au processus de consultation post-Malabo sont indiqués entre parenthèses.

- 1) **Agriculture durable pour la sécurité alimentaire dans les limites planétaires** [TWG 3 *Mettre fin à la faim - sécurité alimentaire, nutrition, santé et sécurité alimentaire/sanitaires et phytosanitaires (SPS) ; GTT 8. Atténuation et adaptation aux changements climatiques pour les systèmes agroalimentaires*]
 - Le financement de l'agriculture nécessite des allocations sectorielles équilibrées et un marché libre

n'implique pas une non nécessité des politiques.

- Des partenariats inclusifs, multipartites et multisectoriels qui sont transparents et responsables, qui ont une vision et une appropriation communes, avec un résultat gagnant-gagnant.
- Une plus grande reconnaissance des rôles multiples de l'élevage, agriculture et les zones de pâturages - l'agriculture en tant que secteur à rôles multiples (moyens de subsistance, alimentation / nutrition, revenus, emplois, développement, gestion environnementale)
- Investir dans des systèmes alimentaires durables (agriculture climato-intelligente, énergie, eau, sécurité foncière et assurance indicielle), des fonds devraient également être alloués à la transformation agroalimentaire, à la recherche étayée développement pour stimuler la production et l'accès à une alimentation saine.

2) **Gouvernance : du niveau global au niveau local pour le développement rural** [TWG 1. Principes et valeurs du processus du PDDAA (de l'agriculture ciblée au système agroalimentaire en passant par la croissance ; GTT 11. Capacité de mise en œuvre et de coordination (mécanismes de mise en œuvre) aux niveaux des États Membres, des CER et continentaux ; formulation et mise en œuvre des politiques]

- Renforcer les compétences de leadership collaboratif des parties prenantes pour assurer le succès de la défense des intérêts
- Renforcer le cadre législatif et les mécanismes de redevabilité, Encourager le partenariat horizontal sur les chaînes de valeur (entre les organisations d'agriculteurs) et le partenariat vertical entre les organisations d'agriculteurs et le gouvernement (infrastructures, autorités, etc.) ainsi que le renforcement du partenariat entre les PTF et le PPP.
- Promouvoir la décentralisation et trouver le juste équilibre pour un partage équitable du pouvoir et de la prise de décisions et une décentralisation des ressources.
- Cartographier les forêts communautaires et soutenir les mécanismes communautaires de gestion de ces forêts communautaires : renforcer les droits des communautés.
- Soutenir les mesures visant à changer les comportements, en particulier chez les hommes, grâce à des lois et des politiques progressistes visant à protéger les droits de propriété (foncière)
- Investissement stratégique dans la planification et la gouvernance intégrées de l'utilisation des terres pour donner la priorité aux droits fonciers et à l'expansion de l'agriculture intelligente et durable face au climat.
- Donner la priorité à l'utilisation des terres pour la production alimentaire par rapport aux options concurrentes grâce à des solutions géospatiales fondées sur des données probantes
- La revue biennuel devrait permettre de déterminer si les gouvernements investissent dans la transparence des multinationales agroalimentaires dans les systèmes alimentaires et appliquent cette politique

3) **Compromis entre les futures politiques en matière de climat et de nutrition** [TWG 3. Mettre fin à la faim en Afrique - sécurité alimentaire, nutrition, santé et sécurité alimentaire/sanitaires et phytosanitaires (SPS)]

- Soutenir l'utilisation de semences locales et les approches inclusives en matière de genre
- L'élaboration et l'examen des politiques devraient être ascendants (axés sur les personnes) et non influencés par la pression mondiale, par exemple en préservant et en promouvant des systèmes de production résilients au changement climatique et nutritifs pour les populations locales
- Encourager l'examen des politiques afin d'harmoniser les politiques multisectorielles, par exemple l'agriculture, la santé et l'environnement ; les marchés publics afin de reconnaître la nutrition et le

climat («*Politiques nutritionnelles sensibles au climat et politiques climatiques sensibles à la nutrition*»), mettre en œuvre une approche de systèmes alimentaires uniques («semblable à l'«*approche d'une seule santé*»)

- Les acteurs internationaux (Nations Unies, partenaires bilatéraux, etc.) aligneront et soutiendront les programmes nationaux de systèmes alimentaires et créeront des approches communes

4) **Inégalités : autonomisation des groupes marginalisés** [TWG 9. *Inclusivité et égalité dans les systèmes agroalimentaires (jeunesse et genre) - engagement des parties prenantes*]

- Veiller à ce que les programmes et les politiques soient conçus en fonction de l'évaluation des besoins des femmes et des groupes marginalisés (analyse des besoins) et qu'ils intègrent leur participation
- "Évaluer ces mesures (par exemple en mettant en place des tableaux de bord) pour permettre au gouvernement d'assumer ses responsabilités et puisse être tenu redevable (à travers l'utilisation de cadres de suivi tels que les audits sociaux et de genre), qui devraient être complétés par des données contextuelles pour comprendre les réalités dans le pays
- L'éducation devrait habiliter les femmes et les groupes marginalisés à participer activement à l'élaboration des politiques. Cela implique l'apprentissage par les pairs, la documentation et la diffusion des résultats de recherches, de statistiques et des cas de succès dans les langues appropriées, les conceptions technologiques axées sur les femmes et les jeunes et les bonnes pratiques traditionnelles
- Inclure toutes les parties prenantes concernées : société civile, secteur privé, gouvernement, différents groupes d'âge, différents groupes ethniques, chefs tribaux, jeunes, femmes et hommes, groupes marginalisés. Lorsqu'on inclue des groupes marginalisés, il ne faut pas regarder à leur nombre, mais à la transformation qui va se produire
- Intégrer les droits fonciers et les questions de gouvernance foncière dans les systèmes et processus agroalimentaires, en particulier pour les femmes et les jeunes.
- Les pays doivent allouer des budgets à la mise en œuvre du programme de l'après-Malabo et veiller à ce que les investissements parviennent aux petits exploitants, aux femmes et aux jeunes.
- Favoriser un accès aux marchés et à l'agro-entrepreneuriat pour créer des emplois et des revenus pour les populations rurales, en particulier les jeunes et les femmes
- Professionnaliser le travail agricole, notamment par la formation technique et les services de vulgarisation et la création d'emplois décents, en particulier pour les femmes et les jeunes
- Mettre en œuvre des mesures visant à formaliser les situations informelles des femmes et des jeunes dans le contexte de la production alimentaire
- L'inclusion de toutes les parties prenantes dans la collecte de données, le suivi et la production de données factuelles et la création conjointe d'initiatives de mise en œuvre afin de tenir compte des réalités et des priorités des groupes vulnérables et de renforcer les mécanismes de redevabilité des différents acteurs.

5) **Innovations pour la transformation des systèmes agricoles et alimentaires** [GTT 4. *Technologies émergentes, biotechnologie, intelligence artificielle et croissance de la productivité*]

- Pour soutenir l'innovation dans les systèmes agroalimentaires, il est crucial d'établir des politiques définissant ce qu'est l'innovation et ciblant les principaux éléments nécessaires. De plus, il est nécessaire de fournir des orientations politiques pour encourager l'innovation.
- Élaborer des politiques qui encouragent le secteur privé à jouer un rôle de premier plan dans le

développement de l'innovation, l'expansion et les liens avec les marchés agricoles.

- Les obstacles à la mise à l'échelle des inventions transformatrices qui devraient être abordés sont la motivation politique et sociétale ainsi que la connaissance.

6) Résilience face aux chocs des systèmes alimentaires [TWG 7. Renforcer la résilience des moyens de subsistance et des systèmes agroalimentaires face aux chocs]

- Pour renforcer la résilience face aux chocs des systèmes alimentaires, un cadre politique plus intégré est nécessaire.
- Les politiques devraient prendre en considération les agriculteurs ainsi que les rapports de force entre les sexes Il est nécessaire d'investir dans les services de vulgarisation agricole pour les petits exploitants agricoles, notamment dans des programmes de gestion des risques climatiques
- Le savoir autochtone devrait être combiné aux technologies novatrices
- En évitant les mauvaises pratiques comme les approches descendantes et le dédoublement des activités, nous devrions avoir des partenariats inclusifs qui incluent le leadership au niveau communautaire et les organisations communautaires
 - Pour être plus résilient face aux chocs, il faut mettre en avant le contexte local dans toutes les activités : les politiques nationales se tournent vers une production et une transformation alimentaires plus domestiques afin de réduire la dépendance vis-à-vis des longues chaînes d'approvisionnement
 - Le commerce intra-africain doit être renforcé
 - Du côté de la production, il faut diversifier les moyens de subsistance des agriculteurs dans et hors de l'exploitation
 - Du côté de la consommation, il faut encourager les aliments cultivés localement
- Accélérer la transition agroécologique dans l'agenda de l'après-Malabo, notamment en utilisant des variétés de semences locales et traditionnelles/indigènes et en intégrant les connaissances locales dans les approches de recherche, comme moyen de prévenir la perte de biodiversité et de promouvoir la résilience aux chocs externes.

7) Réglementation et conformité au sein des chaînes d'approvisionnement [GTT 6. Stimuler le commerce agroalimentaire intra-africain]

- Élaborer des lois nationales qui limitent le travail des enfants, favorisent les enfants et garantissant un travail décent. Le droit du travail des enfants doit également être adapté à la culture africaine.
- La réglementation devrait toujours être accompagnée d'un ensemble de ressources pour le renforcement des capacités et d'outils techniques (ordinateurs portables, applications, etc.).
- Favoriser les partenariats à différents niveaux : organisations de producteurs, organisations interprofessionnelles (toutes chaînes de valeur), entre acteurs non étatiques et États, entre États producteurs - alliance internationale
- Les communautés économiques régionales devraient servir de base aux partenariats de la chaîne de valeur, en facilitant les accords sur les normes, les règles et les règlements, la méthodologie de collecte des données et le partage des données
- Renforcement des capacités et financement du respect de la réglementation internationale sur la chaîne de valeur à tous les niveaux et garantie des connaissances des agriculteurs, y compris de tous les acteurs du processus

- Des droits fonciers sûrs et documentés sont essentiels pour garantir la traçabilité et réduire au minimum les conflits fonciers.
- Promouvoir la valeur ajoutée des produits agricoles dans les pays en utilisant une approche multipartite
- Renforcer le commerce intra-africain en collectant des données de qualité et en adoptant des mécanismes pour démanteler les barrières commerciales et réduire les flux financiers illicites dans le commerce transfrontalier en construisant un cadre multinational
- Améliorer les infrastructures rurales, notamment pour faciliter l'accès aux marchés

8) Réaffectation du soutien agricole et accès au financement [GTT 2. Améliorer le financement des investissements dans le système agroalimentaire]

- Pour réorienter avec succès le soutien à l'agriculture et améliorer l'accès au financement des petits exploitants et des agriculteurs marginaux vers une agriculture résiliente au changement climatique et des systèmes alimentaires durables, nous avons besoin de :
 - i. Partenariats verticaux et horizontaux stratégiques
 - ii. Qui favorisent une participation diversifiée et inclusive
 - iii. L'implication d'un large éventail d'acteurs qui se tiennent mutuellement redevables de résultats clairs et axés sur les agriculteurs
 - iv. Et mutuellement bénéfiques pour tous les partenaires afin de produire l'impact souhaité
- Mettre l'accent sur l'affectation efficace des ressources et pas seulement sur la part des investissements publics dans l'agriculture, en tenant compte des contextes culturels dans la mise en œuvre des politiques mondiales.
- Donner la priorité aux politiques de prêt pour améliorer la connaissance et la volonté des banques nationales et autres institutions financières de prêter aux petits producteurs et aux PME

4. Recommandations générales à prendre en compte dans l'agenda Post-Malabo

Outre les recommandations thématiques susmentionnées, le réseau P4C a également recueilli les recommandations générales suivantes lors de divers ateliers et sessions plénières :

- Communication pour atteindre les parties prenantes à tous les niveaux, en utilisant des méthodes et des matériaux appropriés, afin qu'elles puissent s'engager efficacement dans l'Agenda post-Malabo et comprendre comment leur engagement est bénéfique dans la réalisation des objectifs fixés.
 - Travailler avec des **organisations communautaires de base** pour diffuser largement l'information, les innovations et les mesures visant à accroître la résilience climatique
- Coordonner l'engagement à plusieurs niveaux et inclusive des parties prenantes, appuyée par des structures gouvernementales fonctionnelles, des rôles et des responsabilités clairs de tous les acteurs, des approches descendantes et ascendantes équilibrées, et des boucles de rétroaction interactives.

- Les décisions politiques devraient être fondées sur des recherches et des faits: les décisions et les recommandations fondées sur des données probantes pour mettre en œuvre les politiques devraient être pertinentes pour les groupes marginalisés.

5. Coordonnées :

Si vous avez des questions ou avez besoin de précisions supplémentaires, n'hésitez pas de nous écrire à l'adresse mail@foodfortransformation.org